

DE WASHINGTON À BAGDAD

Ahmed Chalabi, parcours d'un aventurier



Ahmed Chalabi commença sa carrière en montant une vaste escroquerie bancaire internationale pour le compte de services secrets occidentaux. Puis il joua successivement les utilités pour la CIA, le Mossad et le Pentagone. Son créneau : fournir les alibis irakiens nécessaires pour présenter une guerre coloniale comme la libération d'un peuple. Mais après avoir beaucoup menti, pour tout le monde, sur les armes de destruction massive et les liens entre Saddam Hussein et Ben Laden, il est usé et encombrant. La CIA a réussi à l'écartier, temporairement, au profit de son rival Iyad Allaoui.

page 2

La politique impériale est contre-productive

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Otto Lambsdorff, s'inquiète de l' « anti-américanisme » que suscitent les tortures d'Abu Ghraib. Il estime cependant que, compte tenu des liens économiques qui unissent Europe et États-Unis, cette défiance vis-à-vis de l' « Amérique » ne saurait durer très longtemps. C'est pourtant ce que craignent Keith Reinhard et Tom Miller qui notent que l'effondrement de l'image des États-Unis est en train de s'étendre à l'image des marques états-uniennes.

page 12

REPÈRE : 1ER JUIN 1879

Napoléon massacré par les Zoulous

Après la défaite de 1870, Napoléon III s'était réfugié en Angleterre. Son fils, Louis Napoléon, héritier du trône impérial, entre en 1872 à l'académie militaire de Woolwich et devient officier dans l'armée britannique. Pour le parti bonapartiste en France le scandale est énorme, on crie à la trahison. Pour calmer les choses, « l'aiglon » est envoyé en Afrique du Sud pour participer à la « pacification » du Natal où les guerriers KwaaZulu mènent une guerre acharnée contre l'armée coloniale. Le 1er Juin, sur la route d'Ulundi, Louis Napoléon bivouac avec sa troupe sans avoir repéré les lieux. Ils sont attaqués par un détachement Zoulous, embusqué derrière des buissons. Dans la panique de la fuite, Louis-Napoléon tombe de son cheval. Son corps est retrouvé le lendemain, transpercé de coups de sagaie. Quand la nouvelle est connue, trois mois plus tard, au bagne de Numbo en Nouvelle-Calédonie, les communards emprisonnés y organisent une fête pour célébrer « l'extinction de la semence tyranique ». ■



« LE MONDE » SE LAVE LES MAINS D'AVOIR MIS LES PIEDS DANS LE PLAT

Le Monde a signalé dans ses colonnes les excuses présentées par le *New York Times* à ses lecteurs. Le quotidien états-unien a regretté avoir été intoxiqué par Ahmed Chalabi, notamment à propos des armes de destruction massive irakiennes. Cependant, *Le Monde* s'abstient de s'excuser auprès ses lecteurs, alors que le journal parisien avait repris à son compte les bidonnages du *Times*, soit en les reprenant dans ses propres analyses, soit en les reproduisant in extenso dans le supplément hebdomadaire en anglais qu'il produit avec le *New York Times*. Quoi qu'il en soit, les erreurs du *Times* ne doivent rien à un problème de méthodologie, comme indiqué par la rédaction. Elles avaient toutes été démenties par des sources crédibles, tel que le service d'inspection de l'ONU, mais le quotidien new-yorkais avait préféré s'en remettre à une journaliste, Judith Miller, réputée pour ses infos fantaisistes et ses amitiés avec les faucons du Pentagone (voir à ce sujet *Judith Miller, journaliste d'intoxication massive*). ■

De Washington à Bagdad

Ahmed Chalabi, parcours d'un aventurier

Ahmed Chalabi commença sa carrière en montant une vaste escroquerie bancaire internationale pour le compte de services secrets occidentaux. Puis il joua successivement les utilités pour la CIA, le Mossad et le Pentagone. Son créneau : fournir les alibis irakiens nécessaires pour présenter une guerre coloniale comme la libération d'un peuple. Mais après avoir beaucoup menti, pour tout le monde, sur les armes de destruction massive et les liens entre Saddam Hussein et Ben Laden, il est usé et encombrant. La CIA a réussi à l'écartier, temporairement, au profit de son rival Iyad Allaoui.



Au fur et à mesure que s'approche la date butoir du 30 juin 2004, la lutte pour désigner le futur Premier ministre irakien se durcit. Ahmed Chalabi, candidat de toujours des États-Unis, est désormais soutenu par le seul département de la Défense, tandis que la CIA et le département d'État se sont ligués pour l'éliminer.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement n'aura d'autorité que s'il est investi par l'ONU, c'est-à-dire par le Conseil de sécurité sur proposition du secrétaire général. Depuis plusieurs semaines, l'envoyé spécial de Kofi Annan, le diplomate algérien Lakdhar Brahimi, multiplie les consultations, non seulement pour trouver un Premier ministre, mais aussi un président, deux vice-présidents

et vingt-six ministres. Des personnalités qui avaient donné leur accord se sont ravisées après l'assassinat du président de l'actuel Conseil de gouvernement provisoire. Il est en effet probable que le futur gouvernement, au-delà des apparences juridiques formelles, sera dans la pratique placé sous la tutelle de l'armée d'occupation et qu'il deviendra la cible prioritaire pour la résistance.

Au demeurant, M. Brahimi n'est pas neutre dans cette médiation : il vient de fiancer à Paris sa fille, journaliste à CNN, avec le prince Ali de Jordanie, un des prétendants hachémites au trône d'Irak. Et certains communicants imaginent un rétablissement de la monarchie autour d'un mariage de rêve, comparable à celui de l'héritier du trône d'Espagne qui vient d'épouser une présentatrice de CNN.

Dans cette perspective, ses adversaires se sont empressés de révéler à la presse les contacts pris par M. Brahimi avec Hussain al-Shahristani. Celui-ci, présenté comme un scientifique sans attaches partisans, offrait un profil symbolique pour la fonction de Premier ministre : ancien responsable du programme nucléaire irakien, il avait refusé de poursuivre les applications militaires et avait été emprisonné par Saddam Hussein. Ainsi, un homme qui avait lutté contre les armes de destruction massive aurait été mis en place par une Coalition militaire venue les détruire. Cependant cette annonce prématurée a soulevé la colère de Washington : loin d'être indépendant, comme le disent les agences de presse, M. Shahristani est en effet proche du MI6 britannique. Nous avons relaté dans ces colonnes, il y a plus d'un an, son rôle dans la campagne d'intoxication conduite par le Royaume-Uni à propos des armes de destruction massive [1]. Exit donc la candidature Shahristani.

Un nouveau coup de théâtre est intervenu, le 28 mai, avec le vote par le Conseil de gouvernement provisoire, aussitôt chaleureusement approuvé par l'ambassadeur L. Paul Bremer III, d'une motion en faveur de la candidature d'Iyad Allaoui, cousin et néanmoins rival de Chalabi.

Ahmed Chalabi et la CIA

Né en 1945, Ahmed Chalabi appartient à une grande famille de banquiers irakiens. Son grand-père, son père et son frère ont occupé des postes importants dans les différentes administrations monarchistes pro-britanniques qui ont gouverné l'Irak avant la révolution ba'asiste de 1958. Lui-même a quitté le pays en 1956. Il vit alors au Liban, en Jordanie, puis aux États-Unis, où il effectue des études de mathématiques au Massachusetts Institute of Technology. Il y est l'élève d'Albert Wohlstetter, le théoricien de la bombe US, animateur de la Rand Corporation et figure tutélaire des partisans du durcissement de la Guerre froide [2]. Ce parrainage lui ouvre les portes de l'appareil d'État secret des États-Unis : Conseil national de sécurité, CIA, état-major interarmes.

En 1977, il est invité par le prince héritier Hassan de Jordanie à créer et présider la Petra Bank, un établissement bancaire qui deviendra bientôt la deuxième plus importante banque commerciale du pays. À la tête de la société, Chalabi mène diverses opérations financières occultes jusqu'à ce que les autorités jordaniennes y mettent un terme en août 1989, en plaçant la banque sous l'emprise de la loi martiale. Le responsable des transactions monétaires est

arrêté et Amman est contraint d'injecter 164 millions de dollars dans les caisses de l'établissement pour le maintenir à flot. Impliqué personnellement dans le scandale, Chalabi parvient à quitter le pays dans des circonstances rocambolesques : selon Max Singer, du Hudson Institute, le prince Hassan aurait lui-même conduit l'Irakien jusqu'à la frontière jordanienne. Le crash de la Petra Bank provoque l'effondrement en chaîne de ses sœurs suisse et libanaise, la Socofi et la Mebco, toutes deux dirigées par le frère d'Ahmed Chalabi. Dans leur fuite, les Chalabi auraient réussi à emporter 70 millions de dollars.

L'ampleur des détournements de fonds et des irrégularités entraîneront sa condamnation par contumace par les tribunaux jordaniens, en 1992, à une peine de 22 années de travaux forcés [3].

Qualifié par le gouverneur de la banque centrale jordanienne de « *plus célèbre escroc de l'histoire du Moyen-Orient* », Chalabi affirme que toute cette affaire n'est qu'un complot fomenté par les hommes de Saddam Hussein pour le discréditer politiquement.

Quoi qu'il en soit, Chalabi avait choisi comme avocat de la Petra Bank à Washington, l'ancien secrétaire à la Défense, Casper Weinberger, également proche d'Albert Wohlstetter. Weinberger avait été le promoteur du programme de réarmement nucléaire et de « *guerre des étoiles* ». Il avait été contraint à la démission pour cause de « *félonie* » dans l'affaire de l'Irangate. Pour financer ces opérations secrètes, il avait participé au détournement par la CIA de la Bank of Commerce and Credit International (BCCI), laquelle devait s'écrouler lors d'une affaire offrant de nombreuses similitudes avec celle de la Petra Bank [4].

Chalabi rejoint alors Londres et obtient la nationalité britannique. Malgré, ou à cause de, son passé sulfureux, il devient un interlocuteur privilégié des États-Unis en tant que représentant de l'opposition à Saddam Hussein. Les États-Unis et la coalition internationale qu'ils ont réunie viennent de remporter la première guerre contre l'Irak, en mai 1991. Dans l'immédiat après-guerre, le président états-unien George H.W. Bush signe un décret présidentiel autorisant la CIA à créer les conditions pour destituer le dictateur irakien. Les opérations de propagande sont confiées par la CIA au Rendon Group, une société de relations publiques dirigée par John Rendon [5]. D'après ABC, la firme reçoit plus de 23 millions de dollars la première année dans le cadre de son contrat avec la CIA [6]. Un argent bien dépensé : Rendon se charge de trouver un nom pour désigner la coalition de 19 organisations irakiennes et kurdes, chargée de « *collecter des informations, diffuser de la propagande et recruter des dissidents* ». Ce sera le Conseil national irakien, qui recevra 12 millions de dollars de la part de CIA entre 1992 et 1996. Il rassemble des personnes de toutes les communautés, mais peu de leaders représentatifs, hormis le kurde Massoud Barzani. Les statuts sont fixés au congrès de Vienne en juin 1992, et Ahmed Chalabi prend la tête du comité exécutif. Il bénéficie de la mise à disposition d'un cabinet, dirigé par Francis Brooke, délégué par le Rendon Group et payé par la CIA.

C'est en tant que chef de l'opposition irakienne adoubé par James Woolsey, directeur de la CIA, qu'il retourne dans le nord de l'Irak, une région contrôlée par les Kurdes. Il est chargé d'y préparer une opération militaire contre Saddam Hussein. Mais les dissensions au sein du CNI rendent sa tâche difficile : en mai 1994, les deux principaux partis kurdes, le Parti démocrate kurde (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) s'affrontent sur des questions territoriales et politiques. C'est le moment que choisi son cousin Iyad Alloui et le

MI6 pour former une fédération rivale, l'Accord national irakien (ANI).

Fils d'un ancien ministre de la monarchie pro-britannique, Iyad Allaoui fut le leader des étudiants ba'asistes en Europe, lorsqu'il poursuivit ses études de médecine à Londres dans les années 70. Alors qu'il participe à une opération d'achat d'armes à l'Arabie saoudite, il est accusé d'avoir détourné une importante commission à son profit et Saddam Hussein donne l'ordre de le faire assassiner. En 1978, il survit à un attentat à son domicile et se place sous la protection du MI6 britannique. Après la guerre du Golfe, il renoue avec ses anciens camarades du Ba'as, recrute des agents dans l'armée irakienne et forme un réseau clandestin.

Aussi, lorsque John M. Deutch, nouveau patron de la CIA, mesure l'inefficacité du CNI de Chalabi, il décide de le mettre en concurrence avec l'ANI d'Allawi. Cela n'empêche pas la débâcle : en 1996, Washington annule le plan de renversement de Saddam Hussein au dernier moment tandis le PDK s'allie avec le dictateur irakien pour reprendre la ville d'Arbil, contrôlée par l'UPK et où est installé le siège du Conseil national irakien. Au passage, l'ANI fait sauter les locaux du CNI dans un règlement de compte fratricide, peu avant que l'armée irakienne s'empare de la ville. Les troupes de Saddam Hussein exécutent près de 200 opposants, et en arrêtant 2000.

Ahmed Chalabi et le Mossad

Ce violent revers accentue les dissensions internes du CNI qui est lâché de toutes parts. Abandonné par la CIA, mais conservant des contacts à l'OTAN, Chalabi se cherche de nouveaux mentors. Il se rapproche d'Israël et entreprend deux voyages à Tel-Aviv. Le 2 juin 1997, il prononce une conférence sur la création d'un nouvel Irak après Saddam Hussein devant le Jewish Institute for National Security Affairs (JINSA) [7]. Parmi l'auditoire, on remarque ses amis Richard Perle (gendre d'Albert Wohlstetter auquel Chalabi rendit hommage ce soir-là) et James Woolsey (ex-directeur de la CIA). Le voici bientôt au Washington Institute for Near East Policy (WINEP) dont il devient un conférencier régulier.

Ses efforts sont récompensés. Il est pris en charge par le Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC), le think tank néo-conservateur qui prépare la candidature Bush Jr. En 1998, des sénateurs sionistes organisent des auditions pour démontrer qu'il n'est pas nécessaire d'attaquer l'Irak pour renverser Saddam Hussein. On peut y parvenir en s'appuyant sur une opposition armée. Chalabi, qui est beau parleur, devient une star médiatique. Il déclare : « *Donnez au Congrès national irakien une base protégée des tanks de Saddam, donnez-nous le soutien temporaire dont nous avons besoin pour nourrir, abriter et soigner la population libérée, et nous vous donnerons un Irak libre, un Irak sans armes de destruction massive, et un Irak de libre-marché. Que demander de mieux : l'INC fera tout gratuitement !* » [8]. Séduits, les parlementaires adoptent la loi sur la libération de l'Irak. Afin de financer les services « gratuits » de l'INC, ils débloquent 97 millions de dollars pour la formation militaire et l'armement des rebelles [9]. Cependant Bill Clinton ne verse cette manne qu'au compte-goutte et une partie se perd en cours de route. Selon la BBC, « *seule une fraction de cette somme fut dépensée, et le CNI connut en conséquence des luttes internes au sommet* » [10]. Chalabi ne peut donc

compter que sur ses amis israéliens.

Il est alors introduit à l'American Enterprise Institute (AEI) et invité à participer au séminaire annuel de l'association à Baever Creek. Il y fait la connaissance de Donald Rumsfeld et des époux Cheney. Il est également invité à un sommet de l'AEI en Turquie, où il participe à une table ronde avec le prince Hassan de Jordanie qui ne lui tient aucunement rigueur de l'effondrement de la Petra Bank.

Le CNI organise quelques incursions éclair sur le territoire irakien pour y attaquer des infrastructures pétrolières ou autres, mais Ahmed Chalabi se fait discret. Il obtient néanmoins un soutien logistique, en dehors des voies officielles du Pentagone : l'ancien patron des forces spéciales, le général à la retraite Wayne Downing, organise ainsi des « *stages* » pour les futurs combattants du CNI [11].

Cependant la crédibilité de Chalabi et de ses sbires est entachée : le général Anthony Zinni, ancien chef du Central Command des forces états-uniennes au Proche-Orient tourne l'équipe du CNI en dérision en parlant de « *ces gars habillés dans de la soie, portant des Rolex et vivant à Londres.* ». Selon lui, soutenir le CNI est une stratégie suicidaire. En 1999, un article retentissant de *Foreign Affairs* vilipende la stratégie prônée par la CNI consistant à lancer une offensive, menée par une armée faite de bric et de broc, opérant depuis les prétendues zones de non-vol au nord et au sud de l'Irak [12] Selon la revue, une telle opération serait « *militairement ridicule et s'achèverait presque certainement soit par une intervention américaine directe, soit dans un bain de sang majeur* ».

Chalabi est si contesté qu'il perd une partie de son autorité au CNI. En 1999, il doit abandonner la présidence pour une direction collégiale de sept membres, représentant les différentes tendances de l'opposition à Saddam Hussein.

Ahmed Chalabi et le Pentagone

Dès l'arrivée de George W. Bush à la Maison-Blanche, le Pentagone commence à plancher sur l'invasion de l'Irak. Ahmed Chalabi est immédiatement sollicité, d'autant que ses amis Richard Perle et James Woolsey sont dans la place : le premier préside le Conseil consultatif de politique de défense dont le second est membre.

Le 11 septembre, Donald Rumsfeld s'empare du pouvoir. Les 19 et 20, il convoque une réunion secrète de son Conseil consultatif [13]. Outre les dix-huit membres permanents (Henry Kissinger, Newt Gingrich, Dan Quayle, James Schlesinger etc.), il y associe deux invités : Ahmed Chalabi et Bernard Lewis, l'inventeur du clash des civilisations [14]. Le Conseil précise le rôle de Chalabi. Le « *dissident* » est chargé de vendre la guerre à l'opinion publique états-unienne en créditant deux idées : d'une part, il ne s'agira pas d'un conflit long contre un pays, mais d'une aide extérieure à la libération des Irakiens par eux-mêmes et, d'autre part, les États-Unis doivent intervenir non seulement parce qu'ils sont les défenseurs de la liberté, mais parce qu'il en va de leur sécurité. En effet, Saddam Hussein est en guerre contre « *l'Amérique* ». Il a accordé une aide logistique à Ben Laden pour perpétrer les attentats du 11 septembre et est prêt à

lui donner des armes de destruction massive pour commettre pire encore. Pour monter cette intoxication, Chalabi sera épaulé par James Woolsey, dont les honoraires de consultant seront payés par le Pentagone. Les deux hommes seront basés à Londres et disposeront des avions gouvernementaux pour les besoins de leurs déplacements.

Une guerre de la communication oppose bientôt le département de la Défense au département d'État et à la CIA. Chalabi multiplie les déclarations à l'emporte-pièce et présente de faux témoignages de transfuges irakiens. Saddam Hussein, le despote oriental qui tyrannise son propre parti devient un sadique torturant personnellement une jeune femme par jour. Le raïs laïque devient un allié de l'islamiste Ben Laden. Son armée vaincue devient l'une des mieux armées du monde [15].

Pour parachever la réussite de l'opération, le Pentagone suscite la création d'un Comité pour la libération de l'Irak, financé par des marchands d'armes impatients de détruire l'Irak et des entrepreneurs avides des futurs marchés de reconstruction [16].

La presse ne vérifie aucun témoignage, même les plus bizarres, puisqu'ils ont été doublement authentifiés par les exilés du Conseil national irakien et par les politiciens états-uniens du Comité pour la libération de l'Irak.

La CIA tente de freiner ce déluge d'intoxications. « *Les renseignements du CNI ne sont pas du tout crédibles* », déclare ainsi Vincent Cannistraro, ancien responsable de l'Agence. « *Une grande part relève de la propagande. Une grande part consiste à dire au Département de la Défense ce qu'ils veulent entendre. Et une grande part est utilisée pour soutenir les propres ambitions présidentielles de Chalabi. Ils ne font aucune distinction entre renseignement et propagande, en utilisant des informateurs présumés et des transfuges qui disent ce que Chalabi veut leur faire dire. [Ils créent ainsi] de l'information prémâchée qui rentre directement dans les discours du président et du vice-président* », conclut-il.

Le département d'État n'est pas en reste. L'objectif de la manœuvre est déjà connu de tous : « *ce qu'ils ont à l'esprit, c'est la dénationalisation, puis le partage du pétrole irakien entre les compagnies pétrolières états-uniennes* » explique James E. Akins, ancien ambassadeur états-unien en Arabie saoudite. À long terme, c'est la dislocation de l'Arabie saoudite, la saisie de son pétrole et la fin de l'OPEP que cherchent à réaliser le CNI de Chalabi et ses amis néo-conservateurs, dans le cadre d'un vaste remodelage du Proche-Orient, prévient-il.

Ahmed Chalabi en fait trop

La guerre approchant, son issue ne fait aucun doute pour Chalabi qui sait que Saddam Hussein n'a aucune des armes qu'on lui prête. Il se voit donc déjà Premier ministre ou président et commence imprudemment à vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Au Pentagone, on le laisse faire avec l'assurance que tous ceux qui croiront à ses promesses soutiendront la guerre.

A la mi-octobre 2002, il rencontre à plusieurs reprises les dirigeants des trois principales entreprises pétrolières états-uniennes. Le gigantesque marché

irakien leur était jusque-là interdit, comme l'explique un d'entre eux : « *L'une des frustrations des sociétés pétrolières américaines est que les Russes, les Français et les Chinois ont déjà des relations établies avec l'Irak. Et la question est : combien de tout cela sera sanctifié par les gens qui succéderont à Saddam ?* ». L'enjeu pétrolier de l'invasion irakienne reste néanmoins officiellement un tabou, sur lequel les chefs d'entreprise états-uniennes cherchent à rester discrets, tout comme sur leurs relations avec le CNI. Mais Chalabi ne peut s'empêcher d'en rajouter. Il déclare ainsi au *Washington Post* que le CNI a l'intention de récompenser ses amis : « *les compagnies états-uniennes auront la plus grande part du pétrole irakien* ».

L'homme d'affaires devient ambitieux et dérangeant pour Washington. Déjà, en février 2003, l'administration Bush se divisait autour de son cas. Chalabi proposait en effet de constituer « *un gouvernement provisoire au moment du déclenchement de la guerre* », composé de membres du CNI et dont il prendrait la tête. Une position qui lui ouvrirait les voies du pouvoir, une fois la campagne militaire achevée. Ce plan « *lui aliène certains de ses soutiens les plus enthousiastes au Pentagone et au Congrès, qui craignent que l'annonce de la constitution d'un gouvernement provisoire formé d'exilés puisse diviser le sentiment anti-Saddam en Irak* » [17].

Le pactole irakien

L'invasion de l'Irak est une promenade de campagne. Les généraux de Saddam Hussein désertent et livrent leur pays à la Coalition pour quelques poignées de dollars. Dans les premières semaines, la résistance populaire n'a pas le temps de s'organiser. Ahmed Chalabi se consacre à la reconstruction. C'est le moment du pillage et des bonnes affaires. Ainsi L. Paul Bremer III accorde 400 millions de dollars de contrats publics à la fantomatique société Nour USA, dirigée par A. Huda Faouki, mais détenue en sous-main par les Chalabi.

N'ayant aucune légitimité en Irak, Ahmed Chalabi acquiert du pouvoir en devenant le maître de la déba'asification. À la chute de Bagdad, il s'empare des fichiers de la police secrète du régime. Il fait nommer par Bremer son neveu, Salem Chalabi, à la présidence du tribunal chargé de juger Saddam Hussein et ses cadres. Il se trouve ainsi en mesure d'accuser ou de blanchir qui bon lui semble.

De son côté, Iyad Allaoui adopte la stratégie inverse. Il se présente comme un ancien du Ba'as passé dans l'opposition non pas parce qu'il avait changé d'avis, mais parce que Saddam Hussein avait dénaturé le Ba'as. Il offre ainsi une voie de réhabilitation aux cadres du régime.

Cependant, avec le temps, l'occupation s'avère plus périlleuse et meurtrière que l'invasion. Le fiasco sur le terrain attise les haines à l'intérieur de l'administration Bush. Pour faire échec au Pentagone, le département d'État veille à rappeler à la presse le casier de Chalabi. Son épisode de la Petra Bank refait surface. En août 2003, une pétition circule parmi les députés jordaniens pour demander son extradition d'Irak [18]. On reparle de l'enquête menée fin 2002 par le Département d'État sur les finances du CNI. Des investigations qui ont fait apparaître, là encore, d'importantes irrégularités. On y apprenait notamment que sur les 4 millions de dollars alloués par Bill Clinton en 1998, 2 millions au moins auraient disparu.

Le 20 mai 2004, des policiers irakiens pénètrent dans le quartier général du CNI à Bagdad et perquisitionnent le domicile de Chalabi [19]. Pour les uns, c'est le début de la chute d'un escroc international qui n'est plus utile à personne. Pour les autres, c'est une mise en scène visant à nettoyer son image de « *valet de l'impérialisme* ».

Ahmed Chalabi, bouc-émissaire

Cette semaine, la presse états-unienne a repris une information censée émaner de l'Agence de renseignement militaire (DIA) : Ahmed Chalabi aurait été un agent double. Chiïte de culture, il était de longue date un agent iranien infiltré dans le camp états-unien. Il aurait intoxiqué les administrations Clinton et Bush pour les pousser à détruire l'Irak, ennemi héréditaire de l'Iran. Ce scoop provoque une débâcle médiatique : tous les journalistes qui ont répercuté les imputations de Chalabi sont priés de s'expliquer au plus vite s'ils ne veulent pas être accusés de complicité avec l'Iran. Le *New York Times* présente ses excuses à ses lecteurs : il reconnaît avoir publié toutes sortes d'âneries depuis des années sur la foi de témoignages d'exilés qui lui avaient été présentés par Chalabi et qui avaient été confirmés par des personnalités états-uniennes (Le Comité pour la libération de l'Irak ?) [20]. Ahmed Chalabi, quant à lui, assume stoïquement : il déclare n'avoir jamais servi l'Iran, mais uniquement son pays, et avoir forcé la dose pour convaincre les États-Unis de libérer sa patrie.

Cette aimable mise en scène rend service à tout le monde à défaut d'être convaincante. L'Iran était en conflit avec les Talibans depuis le moment où ils furent installés en Afghanistan par le Pakistan pour le compte des États-Unis. Téhéran collabora donc sans difficulté avec Washington lorsque, après la rupture des négociations pétrolières de juillet 2001, la Maison-Blanche décida de détruire sa créature à la faveur des attentats du 11 septembre. De même, lorsque les États-Unis commencèrent à déployer leur dispositif alentour de l'Irak, les Iraniens autorisèrent l'ouverture d'un bureau du CNI à Téhéran. Il s'agissait pour eux de préserver les intérêts des Chiïtes irakiens. Mais leur crainte, qui s'est réalisée, était de voir les troupes US s'installer à la fois en Afghanistan et en Irak pour les encercler. Il n'avaient donc aucun intérêt à pousser à cette guerre.

Au contraire, c'est le mouvement sioniste international qui réclame depuis 1942 le démantèlement de l'Irak et c'est Israël qui a subvenu aux besoins de Chalabi pendant sa période de vaches maigres, de 1996 à 2001.

Par ailleurs, les journalistes qui ont publié des imputations fausses sur les armes de destruction massive et autres liens avec Al Qaïda n'ont aucune excuse. Ils n'ont pas été intoxiqués, ils ont participé à l'intoxication. Ainsi, le reporter vedette du *New York Times*, Judith Miller, n'a pas succombé au bagout d'Ahmed Chalabi, mais l'a utilisé pour justifier d'une guerre pour laquelle elle militait aux côtés de James Woolsey depuis des années. Et après l'épisode rocambolesque de l'anthrax, le *New York Times* aurait du se séparer d'elle : que l'on se souvienne, Madame Miller prétendait être une cible de Ben Laden et avoir été contaminée à l'anthrax. Des bureaux du journal furent évacués et Judith Miller ne succomba ni à cette maladie, ni au ridicule [21].

Il n'y avait aucune raison honnête d'accorder plus de crédit aux affabulations

d'Ahmed Chalabi sur les armes de destruction massive qu'aux rapports les infirmant d'Hans Blix et des inspecteurs de l'ONU. En outre, le *New York Times* présente ses excuses pour divers bidonnages, mais pas pour avoir accrédité la fable de la libération de Bagdad. Là encore, que l'on se souvienne : CNN et APTN avaient diffusé en direct des images d'une liesse populaire à l'occasion du déboulonnage d'une statue géante de Saddam Hussein sur la place Felaous, et l'ensemble de la presse écrite les avaient reprises. Or, il ne s'agissait que d'une mise en scène limitée dont les figurants avaient été fournis par Ahmed Chalabi [22]

Comme l'expliquait alors Patrick Clawson, directeur du WINEP et conseiller de Chalabi, « *Je veux créer l'Histoire nationale selon laquelle les Irakiens se sont libérés eux-mêmes. (...) Cela ne sera peut-être pas plus vrai que l'idée que les Français se sont libérés tous seuls lors de la Seconde Guerre mondiale* ».

La carte Allaoui

Reçu à la Maison-Blanche, le 6 mai 2004, le roi Abdallah de Jordanie demanda lui-même à George W. Bush d'écarter Ahmed Chalabi au profit d'une personnalité acceptable par tous les États riverains de l'Irak. Dans les jours qui suivirent, le choix d'Iyad Allaoui fut confirmé : au cours de ses années d'exil, il a travaillé de concert avec les services secrets britanniques et états-uniens, saoudiens, syriens et jordaniens. Aujourd'hui, il est seul en mesure de reconstruire une administration en Irak en réhabilitant les cadres du parti Ba'as. Ses positions nationalistes et laïques garantissent le maintien de l'intégrité territoriale du pays et ne représentent plus de danger pour les États voisins l'Irak étant démilitarisé.

Cependant, la bataille pour le pouvoir à Bagdad est loin d'être terminée et Ahmed Chalabi peut encore revenir sur le devant de la scène.

[1] « [Témoignage surprise](#) », *Voltaire*, 25 février 2003.

[2] Voir notre enquête « [Les marionnettistes de Washington](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 13 novembre 2002.

[3] « [Tinker, Banker, NeoCon, Spy](#) », par Robert Dreyfuss, *The American Prospect*, 18 novembre 2002. « [A bankable ringer to replace Saddam ?](#) » par Arnaud de Borchgrave, *Washington Times* du 2 décembre 2002. « [Financial scandal claims hang over leader in waiting](#) » par David Leigh et Brian Whitaker, *The Guardian*, 14 avril 2003. « [The implosion of Chalabi's Petra Bank](#) » par John Dizard, *Salon.com*, 4 mai 2004.

[4] Il n'est pas indifférent de rappeler que George H. Bush (le père) a joué un rôle central dans la BCCI et que la commission d'enquête sénatoriale qui a mis à jour cette fraude était présidée par John Kerry.

[5] John Rendon a servi de modèle à Barry Levison pour son film *Wag the Dog* (en français : *Des Hommes d'influence*).

[6] « [Propagandist for hire](#) » par Mark Atkinson, *ABC*.

[7] « [Creating Post-Saddam Iraq, presented by Ahmad Chalabi, president of the executive council of the Iraq national congress](#) ». JINSA spring board meeting, Washington D.C., June, 2, 1997

[8] « [Can Saddam Hussein Be overthrown ?](#) », auditions devant le sous-comité pour les

affaires du Proche-Orient et d'Asie du Sud, 2 mars 1998. Les parlementaires ont également auditionné Richard Hass, Zalmay Khalilzad et James Woolsey.

[9] Iraq Liberation Act, S. 2525, 29 septembre 1998.

[10] « [Profile : Ahmed Chalabi](#) », BBC News, 3 octobre 2002.

[11] Voir « [La planification secrète de la colonisation de l'Irak](#) », *Voltaire*, 9 mars 2004.

[12] « The Rollback Fantasy » par Daniel Byman, Kenneth Pollack et Gideon Rose, *Foreign Affairs*, janvier-février 1999.

[13] « Some Pentagon officials and advisors seek to oust Iraq's leader in war's next phase » par Elaine Sciolino et Patrick Tyler, *New York Times* du 12 octobre 2001.

[14] L'expression clash des civilisations a été popularisée par Samuel Huntington, mais inventée par son professeur, Bernard Lewis.

[15] En 1991, Dick Cheney avait affirmé que l'Irak possédait la troisième armée du monde (après les Etats-Unis et l'URSS, devant le Royaume-Uni et la France). En 2002, Cheney affirme avec le même aplomb qu'elle dispose d'un des armements les plus meurtriers au monde.

[16] « [Une guerre juteuse pour Lockheed Martin](#) », *Voltaire*, 7 février 2003.

[17] « [US falls out with Iraqi opposition](#) », par Julian Borger, Michael Howard, Luke Harding et Dan De Luce, *The Guardian*, 21 février 2003.

[18] « [Jordan MPs Seek Extradition of Iraqi Politician](#) », par Suleiman al-Khalidi, Reuters, 18 août 2003.

[19] « [Chalabi blames Baathists for raid](#) », CNN, 20 mai 2004.

[20] « The Times and Iraq », From the editors, *The New York Times*, 26 mai 2004.

[21] Lire notre enquête « [Judith Miller, journaliste d'intoxication massive](#) » par Paul Labarique, *Voltaire* du 5 mars 2004.

[22] Lire « [La fin de quelle guerre ?](#) » par Jack Naffair, *Voltaire*, 15 avril 2003.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php.

La politique impériale est contre-productive

Analyse

Alors que s'ouvrait vendredi le sommet de Guadalajara réunissant les 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes et les 25 pays de l'Union européenne, Chris Patten, commissaire européen aux relations extérieures, et Enrique V. Iglesias, président de la Banque interaméricaine de développement, expliquent aux lecteurs du *Monde* les buts officiels de la réunion : lutte contre les inégalités, développement de l'intégration régionale en Amérique latine et défense du multilatéralisme au niveau mondial. Ce faisant, ils minimisent le vrai thème de la rencontre : négocier un accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne. Ils oublient de préciser les accusations de pillage des ressources latino-américaines prononcées à l'encontre de l'Europe par les délégations cubaines et vénézuéliennes et les absences remarquées des amis de Washington, Tony Blair et Silvio Berlusconi. Toutefois, à les croire, tout va pour le mieux.

L'éternel opposant, Boris Kagalitsky, s'étonne dans le *Moscow Times* des réactions aux photos de tortures à Abu Ghraib. Pourquoi, plus que les civils irakiens tués et les bombardements massifs, ces images choquent-elles l'opinion américaine ? C'est que ce qui est en jeu n'est pas le sort des Irakiens mais l'image que les États-Unis renvoient. Les milieux conservateurs qui ont soutenu la guerre sont effarés par le contenu sexuel des tortures. Qu'importe le sort de l'Irak pourvu que les États-Unis garde une image vertueuse.

Fidèle à cette conception, le président honoraire du groupe européen de la Commission Trilatérale, Otto Lambsdorff, s'inquiète, dans l'*International Herald Tribune*, de l'« anti-américanisme » que suscite cette affaire. Il estime que l'Europe doit voler au secours de la Coalition en Irak et que, compte tenu des liens économiques qui unissent Europe et États-Unis, cette défiance vis-à-vis de l'« Amérique » ne saurait durer très longtemps. C'est pourtant ce que

craignent Keith Reinhard et Tom Miller dans le même quotidien. S'appuyant sur une étude réalisée par *NOP World*, dont Miller est président, ils notent que l'effondrement de l'image des États-Unis dans le monde est en train de contaminer l'image des marques états-uniennes qui risquent de perdre des parts de marché. Ils préconisent donc de créer une organisation, la *Business for Diplomatic Action*, qui aura pour vocation de défendre l'image des entreprises états-uniennes dans le monde.

Cette tribune reflète la panique qui gagne une partie des élites économiques états-uniennes suite à la Guerre contre l'Irak qu'ils ont pourtant encouragée. Non seulement, cette guerre n'a finalement profité qu'à quelques entreprises comme Lockheed Martin ou Halliburton, mais en plus ce sont les autres qui risquent aujourd'hui d'en payer le prix. Peut-être alors faut-il penser à changer le pensionnaire de la Maison-Blanche ?

Max Boot cherche pour sa part à rassurer les lecteurs du *Los Angeles Times* en relativisant les pertes en Irak. Certes, selon les chiffres du Pentagone, 2,5 % des hommes engagés en Irak ont été blessés ou tués, mais ce chiffre est beaucoup plus faible que lors des grandes guerres que les États-Unis ont connues. La guerre sans mort est une exception à laquelle la population s'est habituée à tort. Il faut qu'elle admette que la politique impériale de Washington ne peut pas se faire sans le sacrifice des soldats. Bref, ce que suggère l'auteur, c'est que les États-Unis doivent renoncer à la « doctrine Powell » de la guerre sans risque.

Réseau Voltaire

Chris Patten, Enrique V. Iglesias



Chris Patten est commissaire européen britannique chargé des relations extérieures. Il a été ministre du développement, puis de l'environnement, dans les gouvernements conservateurs. Il fut le dernier gouverneur britannique d'Hong Kong.

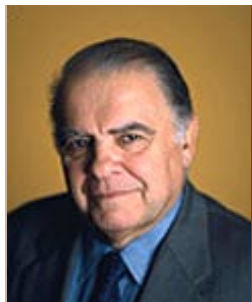
« Amérique latine et Europe, toujours plus unis »

Source : Le Monde

Référence : « Amérique latine et Europe, toujours plus unis », par Chris Patten et Enrique V. Iglesias, *Le Monde*, 27 mai 2004.

Le sommet de Guadalajara entre l'Union européenne et l'Amérique latine cherchera à mettre en place des mécanismes pour consolider la démocratie, la cohésion sociale et l'intégration régionale en Amérique latine. L'Union européenne est désormais le premier donateur, le principal investisseur étranger et le deuxième partenaire commercial de la région et l'élargissement de l'Union européenne va renforcer cette importance en y ajoutant la somme des relations bilatérales des dix nouveaux pays membres. L'Union européenne viendra à Guadalajara avec une double priorité à l'esprit : la cohésion sociale et l'intégration régionale.

Le niveau des inégalités en Amérique latine est le plus élevé du monde d'après la **Banque interaméricaine de développement** et de larges pans de la population n'ont pas pu profiter des bienfaits de l'économie libérale. Aujourd'hui, la moitié de la population latino-américaine soutiendrait un régime autoritaire qui



Ancien ministre des Affaires étrangères uruguayen, Enrique V. Iglesias est président de la Banque interaméricaine de développement.

résoudrait les problèmes économiques. La lutte contre la pauvreté est aussi un moyen de favoriser la croissance économique de toute la région. L'Union européenne veut apporter à l'Amérique latine son expérience dans le domaine de la cohésion sociale, sans rien imposer, en faisant des propositions.

C'est également ce que l'Union européenne compte faire dans le domaine de l'intégration régionale. L'intégration régionale est indispensable à l'Amérique latine si elle veut avoir un moyen d'agir sur les forces de la mondialisation. Le Mercosur l'a montré et l'Europe veut un développement de l'intégration régionale latino-américaine pour développer ses relations avec la région. Nous discutons déjà d'une zone de libre-échange avec le Mercosur et nous espérons y parvenir avant la fin de l'année.

Les deux parties sont également favorables au multilatéralisme et ensemble nous travaillons au renforcement de l'ONU.

Boris Kagarlitsky



Boris Kagarlitsky est directeur de l'Institute of Globalization Studies.

« Abu Ghraib montre une dégradation morale »

Source : Moscow Times

Référence : « Abu Ghraib Shows Moral Degradation », par Boris Kagarlitsky, *Moscow Times*, 27 mai 2004.

Les images des troupes états-uniennes abusant des prisonniers irakiens ont représenté un plus grave choc pour la politique états-unienne au Moyen-Orient que la résistance irakienne, les pertes de troupes ou la mort du président du Conseil de gouvernement irakien. Les pertes civiles, les maisons détruites et les hôpitaux bondés n'ont pas troublé l'Américain moyen mais les choses ont changé quand les pratiques en vigueur à Abu Ghraib ont été dévoilées et l'Irak est passé du statut de problème extérieur à celui de problème intérieur aux États-Unis.

En ce qui concerne la Russie, de tels abus, et même pire, ont lieu en Tchétchénie mais aucun scandale proche de celui qui secoue les États-Unis n'a éclaté. Est-ce parce que la société américaine est plus humaine, ou plus naïve ? Aux États-Unis, ceux qui étaient opposés à la guerre se sont servis de ces images pour démontrer qu'une guerre injuste ne pouvait pas être menée sans employer des moyens ignobles, mais ces images ont également choqué les partisans de la guerre dans les milieux conservateurs. Leur choc face à ces images n'est pas dû à une empathie vis-à-vis des souffrances des Irakiens mais à la dégradation morale de l'armée états-unienne démontrée par ces photos. Ces images ont également fait naître la suspicion sur l'implication des plus hauts échelons hiérarchiques dans ce scandale.

L'« Abu Ghraibgate » pourrait coûter cher à Donald Rumsfeld et à George W. Bush et fait ressurgir les tensions au sein de l'administration Bush. Cela offre une occasion rêvée pour les démocrates qui peuvent, grâce à cette affaire, condamner la politique de l'administration Bush sans condamner l'attaque de l'Irak en faisant appel à la fibre idéaliste des États-Unis. Toutefois, s'ils réussissent à gagner l'élection, ils devront alors prouver qu'on peut faire proprement un sale travail.

Otto Lambsdorff



Ancien ministre de l'Économie allemand (1977-1984), Otto Lambsdorff est président honoraire du groupe européen de la Commission Trilatérale.

« Les États-Unis ont besoin d'aide, pas d'attaques »

Source : International Herald Tribune

Référence : « The U.S. needs help, not bashing », par Otto Lambsdorff, *International Herald Tribune*, 27 mai 2004.

L'agenda des rencontres internationales de ces prochains jours est prévisible. On parlera de l'élargissement de l'Europe et de ses aspirations ou non-aspirations à devenir une vraie puissance dans le monde, le désordre en Irak et le « Grand Moyen-Orient » mais une autre question domine le débat actuel comme jamais auparavant durant les dernières décennies : l'antiaméricanisme. Cela a été particulièrement frappant à la conférence annuelle de la **Commission Trilatérale** à Varsovie.

Face au déluge de mauvaises nouvelles et aux commentaires unanimement négatifs concernant la tournure des événements en Irak, mon instinct me dit d'aider mon ami dans les difficultés mais il ne s'agit pas que d'instinct car une défaite états-unienne en Mésopotamie aurait de graves conséquences des deux côtés de l'Atlantique. Les abus contre les prisonniers en Irak doivent donner lieu à des condamnations, mais où étaient les légions d'accusateurs quand Saddam Hussein commettait des méfaits incomparables ?

L'Antiaméricanisme n'est pas né hier ou de l'intervention en Irak. Le paradoxe est qu'il existe également aux États-Unis, dans une partie des médias et de l'intelligentsia. Il s'accompagne du discours anticapitaliste classique mais, plus troublant, il s'accompagne de connotations antisémites. Je suis certain cependant que cet antiaméricanisme ne sera pas décisif dans la vie internationale sur le long terme car il est anachronique, que dans le domaine culturel tout ce qui vient de l'Amérique garde un attrait mondial et que l'Europe et l'Amérique restent les premiers partenaires commerciaux.

Aujourd'hui, les États-Unis demandent une internationalisation du conflit en Irak et cette question sera abordée au prochain sommet de l'**OTAN**. La France et l'Allemagne y sont notoirement défavorables, ils ne doivent toutefois pas mettre leur veto à un déploiement des forces de l'OTAN dans le pays. L'alliance atlantique, seule organisation internationale à n'accepter que des démocraties, peut aider à la reconstruction de l'Irak.

Keith Reinhard, Tom Miller

Keith Reinhard est président de la compagnie publicitaire DDB Worldwide. Il est cofondateur de Business for Diplomatic Action.

Tom Miller est directeur de NOP World, une compagnie d'analyse des marchés. Il est cofondateur de Business for Diplomatic Action.

« Un problème pour les affaires »

Source : International Herald Tribune

Référence : « A business problem », par Keith Reinhard et Tom Miller, *International Herald Tribune*, 27 mai 2004.

Alors que le sentiment anti-états-unien rassemble ses forces, le monde des affaires états-unien risque de voir des décennies de progrès pour construire une économie globalisée et interconnectée être gâchées. En effet, l'opinion publique mondiale sur l'Amérique, déjà peu favorable avant les dernières révélations en provenance d'Irak, atteint désormais les tréfonds.

Pour l'instant, peu de dirigeants du monde des affaires américains ont fait le lien entre la poussée de l'antiaméricanisme et les résultats de leurs entreprises. Certains affirment que leurs ventes continuent à progresser dans les marchés étrangers tandis que d'autres affirment qu'ils sont perçus comme étant des marques locales. Certains prétendent que les consommateurs dans le monde ne mélangent pas la politique et les produits et achètent ce qu'ils préfèrent. Il y a du vrai dans ces affirmations mais il ne faut pas pour autant que le monde des affaires états-uniens adopte la politique de l'autruche : les sondages montrent que l'image de l'Amérique se dégrade et que l'image des marques états-uniennes y est associée. On pourrait donc assister prochainement à des modifications du comportement des consommateurs.

Il est cependant difficile aux dirigeants du monde des affaires américains de l'admettre et surtout de l'admettre publiquement. Ce ressentiment anti-américain vient de plusieurs sources et pas seulement de la politique au Moyen-Orient, mais aussi du ressentiment vis-à-vis de la richesse américaine, la crainte de la puissance américaine ou des interrogations vis-à-vis des engagements états-uniens dans la communauté mondiale. Seulement, aujourd'hui, ces tendances convergent. Face à ce problème, nous avons décidé de lancer Business for Diplomatic Action, une organisation visant à faire collaborer les entreprises en changeant le climat ambiant.

Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign

« Redescendez sur terre : c'est la guerre »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Reality Check -- This Is War », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 27 mai 2004.

La panique qui a saisi Washington sur la situation en Irak met en évidence le fait que nous avons été trompés par les victoires apparemment faciles et sans pertes dans la décennie passée. De la Guerre du Golfe de 1991 à la Guerre

Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

d'Afghanistan de 2001, nous avons souvent gagné grâce à notre puissance aérienne. Il y avait des pertes bien sûr, mais peu de notre côté. La Guerre du Kosovo a même été menée sans que nous ayons à subir la moindre perte. Cela nous a fait oublier ce qu'était la guerre.

L'Irak nous le rappelle. Si on le compare aux guerres de la décennie précédente, les pertes sont élevées mais cela change si on compare ce conflit aux guerres antérieures. Nous devons nous fier à trois indicateurs :

► Les pertes : En Irak, 2,5 % des soldats engagés ont été blessés ou tués, ce taux s'élève à 1,5 % si on inclut la Navy et l'Air Force. Mais ce chiffre était de 6,2 % lors de la Première Guerre mondiale et de 6,5 % lors de la Seconde Guerre mondiale. Les pertes en Irak sont douloureuses mais d'un point de vue historique, elles ne sont pas si nombreuses que ça.

► La reconstruction : Nous n'avons pas établi une démocratie libérale en Irak mais nous n'y sommes que depuis un an. Nous sommes restés 4 ans en Allemagne, 7 ans au Japon et 50 ans aux Philippines. Nous occupons encore aujourd'hui la Bosnie et le Kosovo. Nous ne devons pas espérer un changement rapide quand on voit que la construction de la nation indienne par les Britanniques a pris des siècles.

► Les abus : Ils sont graves mais ne sont pas comparables avec My Lai au Vietnam ou des crimes commis dans les guerres passées par des militaires états-uniens. Ce n'est pas non plus comparable à l'attitude des Français en Algérie, des Anglais pendant la Guerre des Boers ou des Russes en Tchétchénie. On peut même constater que nos militaires se sont plutôt montrés pondérés.

Je ne veux pas dire que tout va bien en Irak mais il faut garder le sens des perspectives.